



Nous méritons tous de vivre en démocratie

Au moment des indépendances, arguant qu'il fallait sortir nos pays du sous-développement, nos dirigeants confisquèrent le pouvoir et privèrent nos parents et grands-parents de leur liberté pourtant si chèrement acquise.

Des décennies plus tard, nous, leurs enfants et petits-enfants, rêvons toujours de quitter ce sempiternel état de sous-développement qui nous colle tant à la peau, voir les économies de nos pays enfin décoller et créer, à notre tour, des biens à fortes valeurs ajoutées. En attendant, gabegie et corruption, tyrannie et malversations définissent le mode de gestion des affaires de nos nations.

En dépit de ce constat d'échec, les dirigeants de nos pays continuent de prétendre œuvrer pour le développement économique. Partant, leur rhétorique n'a absolument pas changé : le développement d'abord, la démocratie et les libertés après. Un après qui, tardant à arriver, est devenu synonyme de jamais.

Pendant, un nouveau discours à vu le jour. Depuis une dizaine d'années, en effet, il nous faut accepter de voir nos libertés sacrifiées et reniées au nom de la lutte contre le terrorisme islamiste. « *Certes les régimes arabes sont autoritaires mais n'oublions pas*

qu'ils sont nos solides partenaires dans notre guerre contre le terrorisme et constituent les indispensables soutiens dans notre lutte contre l'immigration illégale. »
Que de fois n'ai-je pas entendu ces arguments ?

Aussi bien, les dictateurs qui dirigent nos pays depuis des décennies – certains succédant à leur père, faisant de nos républiques des régimes héréditaires – sont par trop souvent soutenus par la communauté internationale, tout au moins celle-ci fait montre de beaucoup de complaisance à leur égard.

Nul n'ignore que la pratique de la torture est largement répandue dans nos pays. Pis, dans un passé très récent, les États-Unis usèrent – le font-ils encore ? – de notre sordide savoir-faire en la matière et n'hésitèrent guère à transférer à Amman, Damas, Rabat, Le Caire, des prisonniers détenus sous leur responsabilité pour y être torturés.

Les États-Unis, la Grande-Bretagne, la France, l'Allemagne et tant d'autres nations savent que nos dirigeants sont des tyrans, des chefs d'État qui se croient au-dessus des lois, des autocrates, bref, tout sauf des démocrates. Pourtant, ces démocraties ne disent et ne font rien ou si peu, influencées sûrement par ces nombreuses voix qui résonnent ici et là, clamant haut et fort que les peuples arabes ne sont pas prêts, voire ne sont pas faits pour vivre en démocratie et jouir enfin de leurs libertés. À l'instar de nos dirigeants, à leurs yeux, nous ne sommes probablement que des bœufs, au mieux des gueux,



dans tous les cas des individus immatures que seules des dictatures peuvent contenir.

Les événements qui se déroulent actuellement en Tunisie démontrent clairement que les peuples arabes aspirent également à vivre enfin en démocratie. Ces événements prouvent aussi que ceux qui parviennent à résister et demeurer courageux même, et surtout, quand l'espoir s'en est allé, finissent parfois par voir la liberté et la démocratie leur tendre les bras.

Pour passer de l'émeute à la révolution, les Tunisiens n'ont pu compter sur aucune aide extérieure. C'est à son courage seul que le peuple tunisien doit sa victoire contre la tyrannie. Puisse le renversement de Ben Ali aboutir à l'instauration, en Tunisie, d'une démocratie effective et ainsi servir d'exemple ; car tous les peuples – sans distinctions ni exceptions – méritent de vivre en démocratie et jouir, enfin, de leurs libertés.

© Youssef Jebri, janvier 2011.